DIAL 2831

AMÉRIQUE CENTRALE - Les « maras », gangs ou bandes de jeunes : une nouvelle menace internationale ?

Eduardo Tamayo

dimanche 16 octobre 2005, mis en ligne par Dial

En dépit de mesures répressives prises par leurs gouvernements, les pays d'Amérique centrale - et tout particulièrement le Honduras, El Salvador, le Guatemala et le Nicaragua - ne parviennent pas à enrayer le développement de bandes de jeunes, appelées « maras », dont certaines regroupent des dizaines de milliers de membres. La pratique de la violence est leur lot quotidien. Apparues tout d'abord à Los Angeles aux Etats-Unis, elles sont désormais considérées par ce pays comme un problème de sécurité nationale. Selon beaucoup d'observateurs, les politiques répressives mises en œuvre à leur égard n'ont fait qu'accélérer leur développement. Article de Eduardo Tamayo G, paru dans ALAI, 2 août 2005.

La nouvelle menace pour la sécurité nationale et internationale s'appelle aujourd'hui maras [1]. Les gouvernements ont attribué une telle importance à leurs actions violentes et leur caractère international qu'elle a justifié la tenue, dans la seule année 2005, de deux sommets présidentiels en Amérique centrale, en plus de dizaines de réunions entre des responsables de la police et des ministres de la défense.

Les gouvernements du Honduras, d'El Salvador et du Guatemala ont opté pour des mesures répressives et purement policières afin d'essayer de faire obstacle au phénomène des maras, dont le rayon d'action s'étend du Canada à l'Amérique centrale. Entre autres résolutions adoptées lors du XXVIème Sommet du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), qui a eu lieu fin juin 2005, les représentants des trois pays mentionnés, plus le Nicaragua, le Costa Rica et les Etats-Unis, ont décidé de créer « une force d'intervention rapide contre les narcotrafiquants, les bandes et le terrorisme » composée de détachements militaires et policiers de chaque pays. Ils ont également convenu de créer une base de données à San Salvador sur les bandes actives dans la zone, un passeport unique et un mandat d'arrêt régional qui sera effectif, dans un premier temps, au Guatemala, en El Salvador, au Honduras et au Nicaragua. Sur la base d'une proposition faite par la Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Condolezza Rice, à la XXVème Assemblée de l'OEA, le Sommet a décidé d'ouvrir en El Salvador une branche régionale de l'Académie internationale de police, avec des conseillers américains [2]. Il convient de préciser que le Costa Rica n'a pas voulu participer à la force d'intervention rapide ni à l'initiative conjointe concernant la détention de personnes.

Pour justifier la politique de fermeté, les gouvernements de la région exagèrent souvent l'importance des actes de délinquance dans les bandes et, avec le concours de certains médias, leur réservent un traitement qui relève du sensationnalisme. Ainsi, en diverses occasions, les gouvernements d'El Salvador [3], du Honduras et des Etats-Unis ont essayé d'établir un lien entre les maras les plus connues – la Salvatrucha et la M18 – et le terrorisme international et, plus précisément, le réseau Al Qaida d'Ousama Ben Laden [4].

Nombreux sont aussi les fonctionnaires de l'Etat, comme le ministre de la sécurité du Honduras, Oscar Alvarez, qui affirment que les maras sont liées à la guérilla colombienne. Le gouvernement américain, pas plus que ceux de l'Amérique centrale, n'a pu apporter de preuves ni d'éléments concrets sur les liens entre les maras et Al Qaida, mais il est pour eux commode d'en affirmer l'existence, ce qui entre dans le cadre de leurs politiques répressives.

Après le 11 septembre 2001, on a vu se généraliser aux Etats-Unis une politique et un discours qui visent à distiller la peur dans la population en liant tout acte de délinquance au terrorisme. Les Etats-Unis essaient de faire des maras une cible de leur action dans l'hémisphère. Déjà en mars 2005, le président George Bush voyait dans le phénomène des maras une question de « sécurité nationale » et annonçait la constitution d'un fonds de 150 millions de dollars pour mettre sur pied une « force spéciale » destinée à combattre les bandes.

Selon le sociologue Carlos Ramos, coordonnateur des actions d'éducation au sein de FLACSO (Faculté latino-américaine de sciences sociales) d'El Salvador, lorsqu'on se place dans le cadre de la lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale et d'un phénomène pensé comme étant uniquement un problème de sécurité nationale, l'établissement de liens entre les bandes et le terrorisme entraîne des répercussions importantes sur la sécurité de la population, justifiant et légitimant par là des opérations de nature purement policière.

En Amérique centrale, l'action répressive menée par divers Etats contre les maras depuis 2003 fait partie de la « stratégie qu'ils suivent pour faire bonne figure aux yeux des Etats-Unis » et obtenir des crédits pour leurs corps policiers, comme l'a expliqué Ramón Custodio, commissaire aux droits humains du Honduras. Et cette stratégie commence à porter ses fruits. Le ministre de la sécurité du Honduras, Oscar Alvarez, a admis que son administration avait obtenu 2,4 millions de dollars de Washington pour une supposée aide policière. Au Guatemala, le gouvernement a commencé à recevoir une aide militaire des Etats-Unis d'un montant de 3,2 millions de dollars afin de combattre les maras et renforcer les mesures de lutte contre les narcotrafiquants, aide qui avait été interrompue pour cause de violation des droits humains.

Un phénomène transnational

Les maras sont un produit de la mondialisation. C'est dans les rues de Los Angeles (Californie) qu'il faut chercher l'origine des deux plus connues d'entre elles, la Salvatrucha (fusion entre Salvador et trucha (la truite), poisson réputé pour sa rapidité et son intelligence) et sa rivale, la M18 (née au Mexique). Cette ville des Etats-Unis fut en effet dans les années 1980 le point de chute de beaucoup de Salvadoriens qui fuyaient la guerre entre le Front de libération Farabundo Martí (FMLN) et l'armée conseillée et appuyée par les Américains. Harcelés par la police et leurs ennemis de la M18, mouvement bien installé depuis les années 1970, les jeunes décidèrent de se regrouper en bandes pour se défendre et réaffirmer leur identité de Salvadoriens. Ayant vu le jour dans la 13ème rue, leur bande prendra le nom de Mara Salvatrucha 13, ou simplement MS13. De nombreux jeunes trouvèrent refuge dans ces bandes, à défaut de trouver un travail et de meilleures conditions de vie aux Etats-Unis. Pour eux, le « rêve américain » avait fait long feu. Dans les bandes, ils apprirent à commettre des agressions, à voler, à se battre et à mener des actions violentes contre leurs rivaux pour défendre leur territoire, avant de se lier et de s'intégrer aux réseaux internationaux de trafic de drogues et d'êtres humains.

La MS13 compterait dans ses rangs entre 50 000 et 70 000 jeunes, dont 10 000 aux Etats-Unis. Mais elle n'est que l'une des nombreuses bandes actives dans plusieurs villes américaines et dont les effectifs se situeraient entre 750 000 et 850 000 individus. Dans la seule Californie, on en dénombre plus de 365 000, parmi lesquels 100 000 sont dans le comté de Los Angeles, selon le Centre national des bandes de jeunes. Dans le droit-fil des accords de paix signés ente le gouvernement et le mouvement de guérilla en 1992, et aux termes des lois sur l'immigration, les autorités américaines renvoyèrent chez eux des milliers de Latinos et de Salvadoriens, y compris des condamnés et des jeunes délinquants, qui, de retour dans leur pays, commencèrent à étendre leur influence et à transformer les cliques et autres bandes existant au Mexique, au Honduras, au Guatemala, en El Salvador, voire au Nicaragua. Les maras locales absorbèrent

des éléments de la culture des bandes américaines, notamment leurs codes linguistiques, leurs symboles et leurs tatouages, et se sentirent peu à peu membres d'un réseau beaucoup plus grand et important.

« En ce sens, les flux migratoires jouent un grand rôle en Amérique centrale dans la mesure où, depuis 1993, les Etats-Unis déportent les membres des bandes, ce qui explique que les anciennes bandes existant en Amérique centrale, circonscrites à des quartiers, violentes mais sédentarisées, aient évolué et aient donné à ce phénomène une dimension internationale, affirme Carlos Ramos. Dans le cas de la M18 et de la mara Salvatrucha, il s'étend du Canada au Panama. »

La MS13 et la M18 empruntent les routes de l'Amérique centrale et du Mexique, utilisées par les émigrants latino-américains pour gagner les Etats-Unis. Ce sont aussi les routes de tous les dangers que suivent les cartels liés au trafic de drogues, à la traite d'êtres humains, à la prostitution infantile, etc. Dans le sud du Mexique, ces deux maras dominent l'axe ferroviaire qui relie la frontière entre le Chiapas et le Guatemala avec l'Etat de Vera Cruz. Voies de fait sur des émigrants, vols, assassinats, vente de drogues et rites sataniques sont fréquemment imputés à leurs membres.

Ce serait toutefois tomber dans l'erreur que d'attribuer tous ces maux aux maras car les mauvais traitements infligés aux émigrants sont aussi le fait d'autres délinquants, y compris de représentants de l'Institut national des migrations et de la police judiciaire, qui rançonnent les émigrants et soumettent à des sévices sexuels les femmes qui tentent d'entrer au Mexique à destination des Etats-Unis. Seules deux agressions sur neuf commises par des délinquants de droit commun sont imputables aux bandes [5].

Plusieurs causes pour un même phénomène

La situation difficile qui a suivi la guerre en El Salvador, au Nicaragua et au Guatemala, et la crise qui frappe le Honduras, ont engendré des conditions propices à l'essor des maras, qui, malgré les politiques et mesures de répression et les campagnes de « nettoyage social », n'ont pas cessé de croître. On ne dispose pas de statistiques précises, mais on estime à 450 000 le nombre de jeunes impliqués dans des maras en Amérique centrale. Au Guatemala, ils seraient 165 000 dans les bandes présentes au Tamaulipas et au Chiapas. Ce dernier Etat, lieu de transit pour les émigrants, abrite 85% des maras qui opèrent souvent avec des jeunes du Guatemala, d'El Salvador et d'autres nationalités.

Au Nicaragua, quelque 5 000 jeunes de 12 à 21 ans feraient partie des bandes actives surtout dans les quartiers pauvres de Managua où l'on trouve beaucoup de familles ayant émigré de la ville [6]
Par le nombre de personnes qu'il touche et par le degré de violence qui le caractérise, le phénomène des maras ou des bandes mérite la plus grande attention de la part des sociétés et des Etats, mais ces derniers se révèlent souvent impuissants et s'attaquent aux conséquences du problème plus qu'à ses causes. « Comme toute manifestation de la violence, celle-ci non seulement a plusieurs causes, mais elle compte des éléments que l'on peut dire de causalité, certains éléments détonateurs et d'autres multiplicateurs », selon l'interprétation de Carlos Ramos.

Première constatation, les bandes sont l'expression de l'apartheid social qui caractérise les sociétés de l'Amérique latine, et le modèle néolibéral, qui s'est imposé d'une manière particulièrement virulente dans cette région au cours des deux dernières décennies du siècle passé, a atteint des extrémités qui ont fait naître deux classes d'individus et de groupes : ceux qui sont admis dans le système économique et social, et les exclus. La notion d'apartheid social a été inventée par des universitaires et des responsables sociaux du Brésil pour analyser les racines de l'extermination des enfants des rues dans ce pays, notion tout à fait applicable à la situation de l'Amérique centrale, à quelques réserves près. Elle renvoie non seulement à l'inégalité mais aussi à la différenciation entre des groupes d'une même société séparés par des facteurs de classe, de sexe ou d'origine ethnique. Si la concentration de privilèges et de richesses engendre l'inégalité, la différenciation engendre quant à elle un comportement social et un état d'inégalité qui ont tendance à devenir permanents et irréversibles « car ils sont fondés sur des frontières qui se sont dressées au fil de l'histoire et qui reproduisent un discours de domination, d'oppression et de répression d'un groupe contre un autre » [7].

Selon le professeur de l'Université de Brasilia, Carlos Aquiles Guimaraes, « l'apartheid social, en tant que

produit dérivé du modèle économique capitaliste, tend à s'approfondir avec la radicalisation des pratiques de l'économie de marché, dans laquelle l'être humain devient objet de production et sujet de consommation. Dans un tel schéma, les privilégiés du système sont tous les individus en mesure de produire et consommer convenablement, les exclus sont les individus qui restent en marge de la société de consommation, mais pas des appels à consommer » [8].

Ségrégation sociale et du logement

Pour corroborer ce qui précède, on peut affirmer que le phénomène des bandes a un rapport avec les processus d'urbanisation qui induisent une ségrégation et une fragmentation évidentes sur les plans sociaux et du logement, faits liés aux déficiences de la dotation en service public, au surpeuplement, à la pauvreté, au chômage et au sous-emploi, à la maigreur des revenus, au manque de débouchés.

Les maras, à la différence des « tribus » urbaines des pays développés, sont marquées du sceau de leur classe : elles se situent en majorité dans les dénommés bas quartiers des villes, caractérisés par l'insuffisance des ressources matérielles mais aussi la présence de familles désintégrées ou privées de toute communication entre parents et enfants. Beaucoup de jeunes et d'adolescents sont contraints de travailler très tôt dans la vie, généralement dans la rue, de mendier ou de gagner leur pain d'une quelconque façon. « Les adolescents et les jeunes qui, pour telle ou telle raison, ont coupé les liens familiaux et passent une bonne partie de leur temps dans la rue sont poussés à intégrer l'univers de la mara par un besoin d'identité sociale, la quête du plaisir et de l'hédonisme, de contacts humains, d'un sentiment de pouvoir et de reconnaissance sociale pour se sentir membres d'un groupe qui leur garantisse protection, soutien et visibilité sociale », peut-on lire dans une étude sur les maras réalisée au Honduras par l'ACJ (Association chrétienne des jeunes) et Save The Children en 2002 [9].

À ces facteurs s'ajoutent les forts mouvements migratoires, intérieurs et extérieurs, qui désorganisent la famille et l'affaiblissent en tant qu'espace de socialisation. À certains moments clés de l'existence, lorsque l'enfant ou l'adolescent doit se former et acquérir des éléments de base de la vie en société, le père ou la mère sont absents. La famille se retrouve à la charge des grands-parents, de proches ou des frères aînés, et les rôles internes à la cellule familiale ne remplissent plus leur fonction. Les enfants ou les adolescents grandissent privés d'affection et de modèle à suivre, et cherchent dans les maras un lieu où combler ces lacunes.

Dans leur étude, l'ACJ et Save The Children font le portrait suivant du jeune marero au Honduras : « il s'agit d'un adolescent ou d'un jeune le plus souvent majeur, habitant un quartier déshérité avec des parents relativement pauvres, qui reproduit dans une deuxième génération les conditions d'indigence et de privation vécues par ses géniteurs. Dans la plupart des cas, il possède, comme ses parents, un bas niveau d'instruction générale, il occupe un emploi peu qualifié et il perçoit de son travail un revenu relativement bas. »

Le processus de mondialisation renforce d'un côté les expectatives de consommation chez les jeunes mais d'un autre côté réduit l'offre des moyens disponibles (emplois, revenus) pour les réaliser. Dans un monde dominé par les marques – de véhicules, de vêtements, de la mode en général, objets dont l'acquisition demande des ressources que la majorité des jeunes ne possède pas -, de nombreux jeunes voient dans la marque « mara » un signe d'identité, un moyen de s'affirmer face aux autres. Aux yeux des jeunes exclus, la mara se transforme en un produit attrayant et accessible par rapport à d'autres marques prohibitives qu'offre le marché, ils y trouvent des formes d'habillement caractéristiques, des modèles de comportement, de musique, etc.

Un contexte violent

Les maras se développent dans un contexte de violence générale et d'insécurité qui va en s'intensifiant. Avec un taux d'homicides de 30 pour 100 000 habitants, l'Amérique latine est une des régions les plus violentes du monde : elle devance largement l'Afrique et le Moyen-Orient, qui affichent des taux inférieurs à 10, selon des études de la BID (Banque interaméricaine de développement) et de la Banque mondiale. Avec la Colombie, El Salvador et le Honduras se partagent les premières places au titre du degré de

violence observé dans la région. Dès leur naissance, les enfants sont confrontés à toutes les formes de violence qui sont devenues leur lot quotidien : violence familiale, violence faite aux femmes, harcèlement et sévices sexuels, violence dans les médias, violence exercée par les Etats qui tendent à régler les conflits par la guerre et la répression, etc. [10].

Parallèlement à ces phénomènes, on observe dans presque tous les pays – fruit de l'application du capitalisme sauvage – un développement de la petite délinquance et des formes de délit quotidiennes. Prenons l'exemple du Nicaragua : en 1990, il s'est commis 28 000 délits, contre déjà 97 500 en 2003, si l'on croit les chiffres de la police nationale [11].

Cette banalisation de la violence favoriserait chez les enfants et les jeunes un apprentissage de la violence comme façon « de trouver leur place dans la société et d'être reconnus ». Faute d'y parvenir par d'autres voies, ils cherchent à se faire reconnaître par la peur.

« Les bandes se concurrencent essentiellement pour obtenir le titre de mara dominante, courageuse et dangereuse, raison pour laquelle elles s'emploient à démontrer une supériorité directe et claire sur leurs rivales et leurs voisins. Dans cette lutte identitaire, les actes de violence sont les instruments utilisés pour dominer l'adversaire - la rivalité entre les maras est une lutte à mort dans laquelle l'élimination de l'adversaire confère du prestige à l'agresseur -, pour terroriser et asservir les voisins qui habitent sur leur territoire et les empêcher de s'opposer à elles, et pour se procurer des ressources économiques en usant de leur réputation, en réclamant de l'argent aux gens qui entrent dans la communauté ou qui en sortent, en soumettant commerçants et entreprises à un « tribut de guerre » ou simplement en agressant des personnes », affirme Win Savenjie, de la FLASCO-El Salvador [12].

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2831.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : ALAI, 2 août 2005.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Le terme mara (bande de jeunes) vient de marabunda, nom d'une fourmi vorace originaire d'Afrique, bien connue pour agir en communautés de plusieurs milliers, qui détruisent sur leur passage toute vie animale et végétale.

[2] Rappelons que cette Académie n'a pu s'implanter au Costa Rica, comme le voulaient les Etats-Unis à l'origine, à cause de la forte opposition qu'elle a suscitée.

[3] Durant le sommet présidentiel du 1er avril 2005, le président salvadorien, Antonio Elías Saca, a déclaré : « De la même manière que le terrorisme constitue un grand sujet de préoccupation pour les Etats-Unis, les bandes d'aujourd'hui représentent pour l'Amérique centrale les terroristes de demain. » (Prensa Latina du 2 avril 2005).

[4] Des membres du Bureau de la sécurité intérieure créé aux Etats-Unis après les attentats du 11 septembre ont exprimé leur inquiétude face au risque que les bandes soient récupérées par le terrorisme local. « Nous sommes inquiets parce que les bandes peuvent être une base de recrutement pour les organisations terroristes, ce sont pour elles des groupes intéressants », a affirmé Sandra Hutchens, chef du bureau dans le comté de Los Angeles. (El Diario de Hoy, El Salvador, 13 mai 2005).

[5] Hernández Navarro, Luis, « Pandillas de la globalización » (Bandes de la mondialisation), (2004), La Jornada, México DF, 30 novembre.

[6] Cf. Dial D 2323

[7] Guimaraes, Carlos Aquiles (2000) : Cuando dormir da miedo. Exterminio de los niños de la calle en Brasil. Poder y Cultura de la violencia. (Lorsque dormir fait peur. Extermination des enfants dans la rue au Brésil. Pouvoir et culture de la violence), Susana B.C. Devalle (compilation), México, El Colegio de México, Centre d'études d'Asie et d'Afrique.

[8] Ibid, p. 331.

[9] ACJ, Save The Children (2000), La Maras en Honduras, Tegucigalpa.

[10] Pendant le premier semestre 2005, au Guatemala se sont produits 1 580 meurtres violents dont 206 de femmes. Au moins 1 294 de ces meurtres sont catalogués comme « nettoyage social ». Les auteurs sont « des membres ou des anciens membres des forces de sécurité au service de groupes puissants qui voient toujours la terreur comme une solution de la crise nationale. Pendant le mois de juin se sont produits 370 meurtres violents, dont 36 de femmes, 2 d'enfants et 2 de filles (…) » Selon les données reçues au Groupe d'aide mutuelle, se sont produites au moins 11 exécutions extrajudiciaires, où le mobile pourrait être politique, Primer informe semestral 2005. Situación de derechos humanos » (Premier rapport semestriel 2005. Situations des droits humains), GAM.

[11] Dennis, Rodgers (2004) « Pandillas : de la violencia social a la violencia economica » (Bandes de jeunes : de la violence sociale à la violence économique »), Envío n° 272, année 23, Université Centre-américaine, Managua, novembre.

[12] Savenije, Wim (2004), Las maras : fenomenos sociales transnacionales, respuestas represivas nationales » (Les maras : phénomènes sociaux transnationaux, réponses répressives nationales, FLACSO-El Salvador.